



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WESTFALEN FRANCE

4 CHE DE L OUBREY
33610 Cestas

Références : 2026_UD33_CRA_220
Code AIOT : 0100078459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement WESTFALEN FRANCE implanté 4 CHE DE L OUBREY 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WESTFALEN FRANCE
- 4 CHE DE L OUBREY 33610 Cestas

- Code AIOT : 0100078459
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

La société WESTFALEN FRANCE exploite sur la commune de Cestas, une plate-forme de stockage de gaz neutre, de gaz inflammables, d'ammoniac et d'hydrogène en bouteilles, principalement.

Le site est soumis à déclaration au titre des rubriques 1185, 2718, 4130, 4310, 4715, 4719, 4725, 4735 de la nomenclature des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative (pour les sites à déclaration)	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10	Sans objet
5	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée de la société WESTFALEN FRANCE à Cestas a permis notamment de constater :

- que les fiches de données de sécurité des produits chimiques sont complètes, récentes et facilement accessibles par informatique ;
- que les liquides dangereux sont stockés sur rétention ;
- l'absence de produits dangereux dans une même rétention ;
- la conformité de l'état des stocks sur les matières dangereuses.

Les derniers contrôles périodiques, effectués le 23/02/2026, ont toutefois mis en évidence une non-conformité majeure ainsi que neuf non-conformités mineures qu'il convient de traiter dans les délais réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (pour les sites à déclaration)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'établissement est soumis à déclaration au titre des rubriques 1185, 2718, 4130, 4310, 4715, 4719, 4725 et 4735 au titre de la nomenclature des installations classées. Seules les rubriques 2718, 4310 et 4735 de la nomenclature des installations classées sont soumises à un contrôle périodique. Il est à noter cependant que la rubrique 4310 de cette même nomenclature n'a pas d'arrêté ministériel de prescriptions générales. L'établissement doit donc effectuer des contrôles périodiques pour les rubriques 2718 et 4735 de la nomenclature des installations classées. Ces contrôles périodiques ont été effectués le 23/02/2026 par la société SOCOTEC. Concernant la rubrique 4735, le contrôle : <ul style="list-style-type: none">- n'a pas mis en évidence de non conformités majeures ;- a mis en évidence deux non conformités mineures (absence de consignes d'exploitation et consignes de sécurité à compléter). Concernant la rubrique 2718, le contrôle : <ul style="list-style-type: none">- a mis en évidence une non conformité majeure (absence de détection automatique et d'alarme incendie) ;- a mis en évidence 7 non conformités mineures (absence de procédure écrite, absence de détection automatique et d'alarme incendie, absence de détection gaz, absence de rondes sur le site, absence de PDI, absence de réalisation d'exercice incendie, absence de consignes d'exploitation).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la levée des non-conformités précitées dans les délais requis réglementairement dans le cadre du suivi des contrôles périodiques.</p> <p>Par ailleurs, il transmettra, à l'inspection des installations classées, son programme de mise en conformité vis à vis des non conformités mises en évidence dans les rapports de contrôles périodiques réalisés par la société SOCOTEC, le 23/02/2026, sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié une fiche de donnée de sécurité (FDS) d'hydrogène datée du 30/06/2020, une FDS d'ammoniac datée du 06/03/2025, et une FDS d'acétylène datée du 25/07/2023. Ces 3 FDS, établies par la société WESTFjAFEN, étaient facilement accessibles par informatique et comportaient notamment les mentions de danger des produits stockés ainsi que les préconisations en matière de premiers secours, de moyens de lutte contre l'incendie, de mesures à prendre en cas de dispersions accidentelles, de manipulation et de stockage des produits et de protection individuelle.</p> <p>Les employés du site ont accès aux FDS par informatique. Ils ont également accès à une "fiche réflexe" reprenant les éléments les plus importants des FDS. La fiche réflexe de l'ammoniac a été consulté par l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures</p>

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une fiche réflexe pour les produits dangereux précisant notamment les mesures à prendre en cas d'incendie ainsi que les précautions à prendre en cas de manipulation et de stockage des produits dangereux.</p> <p>Des étiquettes sont présentes sur les contenants reprenant les principaux points des FDS concernant principalement la protection des travailleurs.</p> <p>D'après l'exploitant, les équipiers de premières interventions sont formés tous les ans, au triangle du feu, au maniement des extincteurs et à l'intervention en cas de feu.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'extincteurs sur roues et d'extincteurs portatifs fixés au murs.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.10 - Cuvettes de rétention</p> <p>(Arrêté du 11 mai 2015, article 3 13°) Prescriptions spécifiques aux liquides toxiques</p> <p>Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres.</p> <p>Toute stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p>

<p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les matières dangereuses étaient stockés sur rétention, à l'intérieur d'un bâtiment. Il n'y avait pas de produits incompatibles dans la même rétention. Les rétentions étaient métalliques ou en plastiques et en bon état.</p> <p>Les gaz dangereux présents sur le site (gaz inflammables, hydrogène, oxydants, ammoniac) sont stockés dans des zones éloignées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Registre entrée/sortie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre entrée/sortie</p> <p>(Arrêté du 11 mai 2015, article 38 14°)</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles doit être limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>« Objet du contrôle :</p> <p>« - présentation du registre tenu à jour. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'état des stocks est accessible par informatique. Les employés ont accès à cet état des stocks.</p> <p>L'état des stocks du 10/10/2026 de 12 h a été consulté par l'inspection des installations classées.</p> <p>Il comprenait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'édition ; - le nom des produits ; - les rubriques ICPE ; - les quantités stockées ;

- le plan des stockages ;
- les mentions de dangers des produits chimiques.

Au regard de cet état des stocks, aucun dépassement des quantités pouvant être stockées n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite